
Résistance contre les monocultures d'arbres : nom féminin

Les femmes sont les principales victimes des monocultures d'arbres et jouent également un rôle clé dans la résistance à ce modèle prédateur. C'est ce que renforce le témoignage de deux femmes, Choosri Olakig, de Thaïlande, et Roze Lemos, du Brésil. Dans des contextes et des continents différents, avec des monocultures de palmiers à huile ou d'eucalyptus, les pressions auxquelles elles et leurs territoires sont confrontés sont assez similaires. Les voies de résistance qu'elles proposent présentent également de nombreuses similitudes.

Comme beaucoup d'autres, les deux femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenus sont en première ligne des mouvements qui occupent et récupèrent des terres illégalement accaparées par des entreprises, dans le but de garantir leur utilisation comme moyen de subsistance et de bien-être collectif. Toutes deux font partie de mouvements paysans sans terre luttant pour la Réforme agraire dans leur pays respectif. Sur ces mêmes terres autrefois dominées par une propriété irrégulière et une monoculture dévastatrice, elles vivent aujourd'hui avec des dizaines d'autres familles d'agriculteurs et produisent une variété d'aliments.

Faire face à l'avancée du palmier à huile en Thaïlande ou de l'eucalyptus au Brésil, c'est s'opposer à la production de marchandises au service de puissants intérêts économiques et commerciaux. Et lorsqu'on est une femme, cette lutte prend encore plus de sens, car elle s'oppose aussi au patriarcat. Comme le montrent clairement les témoignages ci-dessous, cette lutte s'oppose à un modèle capitaliste qui impose la monoculture et expulse femmes et hommes des campagnes. Ce modèle marchandise les semences et extermine les semences autochtones, transmises de génération en génération, principalement par les femmes. Un modèle d'agriculture de subsistance, une activité essentiellement féminine, qui est détruit par les monocultures. Des projets de grande envergure venus de l'étranger sont imposés sur les territoires, ce qui souvent fait venir des hommes qui augmentent le taux d'abus sexuels, menaçant le corps et la vie des femmes au sein des communautés. Un modèle d'utilisation des terres qui contamine l'eau avec des pesticides, compromettant ainsi le système reproducteur des femmes et la santé de la communauté. Un modèle qui, lorsqu'il intègre les femmes, le fait généralement dans des rôles précaires et mal rémunérés.

Comme le dit Roze, la lutte « contre la monoculture, qui concentre le pouvoir et les revenus entre les mains des grandes entreprises et des propriétaires fonciers masculins », s'inscrit dans le même combat contre les « inégalités historiques qui touchent principalement les femmes ». Nous partageons leurs témoignages ci-dessous.

Thaïlande : les paysans donnent une utilité sociale aux plantations illégales de palmiers à huile

La Thaïlande est le troisième producteur mondial d'huile de palme. La plupart des plantations industrielles de palmiers à huile se situe dans le sud du pays. C'est là qu'a été fondée, en 2008, la Fédération des paysans du Sud de la Thaïlande (SPFT). Depuis, ce mouvement de paysans et de travailleurs sans terre lutte pour le droit à une réforme agraire afin de construire une société juste ; pour le droit des communautés à gérer les terres et les ressources naturelles ; et pour le droit des

La plupart de ces paysans ont perdu leurs terres au profit de grandes entreprises d'huile de palme ou d'hévéa. Une part importante d'entre eux, déjà sans terre, a commencé à travailler comme main-d'œuvre bon marché pour des entreprises du même secteur. Ce mouvement a pris son origine lorsque ces paysans ont commencé à occuper des terres publiques exploitées illégalement par des entreprises, notamment des plantations de palmiers à huile. En effet, dans les années 1970, dans une stratégie pour lutter contre le communisme, le gouvernement thaïlandais a accordé des concessions de 30 ans à des entreprises privées pour exploiter de vastes étendues de terres publiques. Cependant, après cette période, de nombreuses entreprises ont continué d'exploiter illégalement ces terres. Ce sont ces zones que les paysans sans terre de la région ont occupées. Ils ont alors subi une répression sévère qui a démobilisé le mouvement pendant près de 8 ans.

Certains de ces militants se sont réorganisés et ont fondé la SPFT. Ce processus se poursuit, bien qu'il soit également marqué par des menaces de mort et des intimidations constantes de la part des entreprises locales de plantations de palmiers à huile. Entre 2010 et 2015, par exemple, quatre militants du mouvement ont été abattus dans le cadre de la lutte pour les terres. Au sein du SPFT, les femmes participent activement à la lutte pour la terre, notamment parce que la garantie de la souveraineté alimentaire est étroitement liée à l'accès des femmes à la terre. Après tout, ce sont les femmes qui assurent la production alimentaire communautaire sur les terres collectives. Choosri Olakig participe à cette construction.

Choosri Olakig : Les femmes sont au cœur de notre résistance.

Je m'appelle Choosri Olakig, je viens de Thaïlande et je suis membre de la Fédération des paysans du sud de Thaïlande (SPFT). J'étais une agricultrice sans terre dans une communauté de la province de Nakhon Si Thammarat, dans le sud de la Thaïlande. Avant cela, j'ai travaillé dans une usine, mais je suis rentrée chez moi à l'âge de 40 ans pour faire revivre les pratiques agricoles traditionnelles.

Notre peuple dépend depuis longtemps de l'agriculture paysanne pour sa subsistance, car nous cultivons du riz, des légumes et des fruits pour la consommation domestique et les marchés locaux. Autrefois, les terres agricoles étaient souvent partagées ou prêtées gratuitement entre les villageois. Cependant, à mesure que la production agricole s'est améliorée et que la valeur des terres a augmenté, les conflits fonciers se sont également intensifiés. Cela a forcé de nombreuses personnes à louer des terres ou à émigrer pour travailler. Je voulais éviter ces conflits, alors j'ai rejoint le SPFT pour lutter pour nos propres terres – et plus précisément, pour récupérer une zone qui était une plantation de palmiers à huile.

Image

Choosri Olakig, de la Fédération des paysans du sud de la Thaïlande (SPFT) (Photo : archives)

La lutte

Notre lutte a commencé lorsque nous avons cherché à récupérer des terres occupées par des sociétés dont les concessions avaient pris fin. Des plantations à grande échelle, notamment de palmiers à huile et d'hévéas, ont envahi de vastes zones qui étaient autrefois des terres publiques ou agricoles. Ces plantations ont entraîné de multiples impacts, comme la perte d'accès à des terres agricoles. Cela a ensuite contraint de nombreuses familles à s'endetter ou à travailler dans la précarité. Les plantations ont également entraîné une dégradation de l'environnement, notamment l'épuisement des sols, la perte de biodiversité et la pollution de l'eau due à l'utilisation de produits chimiques. De plus, l'influence et l'intimidation exercées par les sociétés ont creusé les divisions sociales, fragilisant la cohésion et l'unité des communautés. Depuis la création du SPFT il y a 17 ans, les communautés occupent ces terres, mais elles n'ont toujours pas obtenu de reconnaissance officielle ni de redistribution en leur faveur. Les plantations continuent de dominer le paysage et de déterminer les structures de pouvoir locales.

Les difficultés que doivent affronter les femmes dans la lutte pour l'occupation des terres

Dans les communautés de la SPFT, les femmes sont plus exposées à la vulnérabilité en raison du caractère contesté des terres que nous occupons. Les risques pour leur sécurité sont constants : les femmes qui quittent la communauté peuvent être victimes de harcèlement ou d'intimidation. C'est pourquoi nous nous déplaçons souvent en groupe et consignons nos trajets afin d'assurer notre sécurité. L'insécurité économique constitue une autre pression : sans droits fonciers formels, les sources de revenus des femmes restent fragiles et les familles dépendent d'un travail salarié précaire. Les risques sanitaires persistent également, car de nombreuses terres contestées sont entourées d'anciennes plantations où l'usage de produits chimiques a contaminé le sol et les eaux. Et la charge des soins est lourde : les femmes supportent une double charge de travail – elles doivent à la fois s'occuper de leur foyer et participer aux travaux agricoles.

Les femmes sont confrontées à des difficultés à la fois externes et internes. Parmi les menaces externes figurent le harcèlement, l'intimidation et même les interventions militaires, comme en 2014, lorsque des soldats ont encerclé notre communauté et placé des familles en détention pour ce qu'ils appelaient un prétendu « réajustement d'attitude ». Il existe également des obstacles juridiques et politiques, comme les lois foncières qui autorisent désormais l'utilisation des zones de réforme agraire à des fins industrielles, par exemple pour des projets énergétiques. Ces obstacles contraignent les communautés à conclure des contrats de location plutôt qu'à devenir propriétaires des terrains. Les pressions sociales persistent également ; les normes culturelles dominantes découragent souvent les femmes de s'exprimer ou d'assumer des rôles de leadership, malgré nos contributions importantes. L'insécurité économique constitue une autre difficulté.

Le rôle des femmes dans la lutte pour la terre

Les femmes sont au cœur de notre résistance. Nous jouons différents rôles : la défense de la communauté, que nous assurons en organisant des mesures de sécurité et en promouvant la prise de décision collective pour protéger la communauté contre les menaces extérieures ; la promotion de la souveraineté alimentaire, que nous réalisons grâce à l'agriculture biologique, aux jardins familiaux

et à la conservation des semences afin de garantir l'approvisionnement alimentaire de la communauté sans dépendre des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires ; et le soutien solidaire, que nous assurons en partageant nourriture et ressources avec d'autres communautés du réseau, en particulier pendant des crises comme celle du COVID-19.

Les femmes construisent des alternatives pour devenir autonomes

Les femmes mènent des initiatives visant à créer des alternatives autonomes et durables. L'agroécologie et l'agriculture biologique sont au cœur de ce projet, car ces pratiques nous permettent de produire des légumes, des fruits et du riz sans produits chimiques pour les ménages et les écoles locales. Cela renforce notre sécurité alimentaire. Une autre de nos initiatives est la restauration des forêts communautaires pour rétablir la biodiversité ; nous replantons des arbres indigènes et créons des espaces partagés pour la cueillette des plantes comestibles ou médicinales et la conservation de la biodiversité. Les femmes contribuent également à la construction de l'économie locale, par exemple à travers la transformation alimentaire à petite échelle, les marchés locaux et les modèles coopératifs qui conservent la valeur au sein de la communauté. Les femmes partagent leurs connaissances en formant d'autres communautés à la conservation des semences, à l'agriculture biologique et aux stratégies de défense communautaire. Ces alternatives ne constituent pas seulement une forme de résistance à la spoliation et à la dépendance aux grandes sociétés, elles renforcent également l'indépendance et la résilience des communautés.

Brésil : là où poussaient autrefois des eucalyptus, on trouve désormais de la nourriture

Le Brésil est l'un des géants de la production de pâte à papier : le deuxième producteur mondial, derrière les États-Unis. Une part importante de cette production se situe dans l'État de Bahia, où est basée la société Veracel. L'entreprise exploite 203 700 hectares de terres et, depuis sa création en 2005, a produit au moins 21 millions de tonnes de pâte à papier. Aujourd'hui, cette société est une coentreprise (2) entre la finlandaise Stora Enso et le géant industriel Suzano. Ce dernier se revendique comme le plus grand producteur mondial de pâte à papier.

L'une des zones illégalement utilisées par Veracel pour les plantations d'eucalyptus était une ferme d'environ 1 300 hectares. Il s'agissait de terres publiques, ce qui signifie qu'elles ne pouvaient être accaparées par une entreprise privée. C'est précisément cette zone que Roze et ses compagnons du Mouvement de lutte pour la terre (MLT) ont occupée en 2008 (3), fondant la Colonie Baixa Verde. Depuis lors, 91 familles vivant dans la zone luttent pour sa reconnaissance par l'État comme zone de réforme agraire, transformant ce désert vert illégal en territoire à vocation sociale. Là où poussaient autrefois des eucalyptus, des cultures vivrières sont désormais cultivées dans des exploitations familiales.

Ces 17 années ont été marquées par de nombreux événements : expulsions, attaques contre la communauté, menaces de mort et menaces de poursuites judiciaires. Alors que Veracel et ses appropriations illégales de terres restent impunies et bénéficient de toutes les protections des autorités, la Colonie Baixa Verde attend toujours la reconnaissance de l'État. Mais les habitants affirment clairement qu'ils ne comptent pas sur cette sécurité juridique pour avancer. Roze et les femmes de la colonie ont joué un rôle clé dans ce processus et sont conscientes des pressions que ce type d'entreprises qu'elles combattent exerce, en particulier sur les femmes.

Roze Lemos : Femmes Racines de la Terre, préservant nos ancêtres

Je m'appelle Roze Lemos ; je suis militante, mère et grand-mère. Ma communauté s'appelle « Assentamento Baixa Verde » (Colonie Baixa Verde) et nous sommes des agriculteurs ruraux du Mouvement de Lutte pour la Terre (MLT) de Bahia. Je suis juriste autodidacte, agente agroécologique, technicienne agricole et diplômée du mouvement de lutte pour la terre. Je coordonne un groupe d'agricultrices rurales dénommé « Mulheres Raízes da Terra » (Femmes Racines de la Terre).

Image

Roze Lemos, du Mouvement de Lutte pour la Terre (MLT), Brésil (Photo : Jheyds Kann)

Les impacts de l'eucalyptus sur la communauté

Veracel est le plus grand accapareur de terres publiques de notre territoire, et il est scandaleux que l'État soit si négligent, ou plutôt complice. Il en résulte une prolifération de monocultures d'eucalyptus sur les espaces publics, ce qui a de lourdes conséquences pour les communautés de la région.

Les monocultures d'eucalyptus affectent notre communauté de multiples façons, sur les plans social, environnemental et économique. En ce qui concerne les impacts économiques, nous constatons une baisse de la production alimentaire due à l'occupation des terres par l'eucalyptus, ce qui réduit l'espace disponible pour l'agriculture familiale de subsistance. L'eucalyptus a une forte demande en eau, ce qui réduit la disponibilité de l'eau dans les sources, les ruisseaux et les nappes phréatiques. Cela affecte notre agriculture familiale et l'approvisionnement en eau de notre communauté. De plus, l'eucalyptus entraîne un appauvrissement des sols : nos sols sont pauvres et complètement dégradés.

L'on note également une claire réduction de la biodiversité. La monoculture d'eucalyptus remplace les zones de forêt autochtone, ce qui réduit considérablement la faune et la flore locales. L'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques contamine nos sols, nos rivières et nos sources, nuisant à la santé de nos eaux et de notre communauté.

Les impacts sociaux se font sentir avec le déplacement des familles, souvent contraintes de migrer. Les grandes entreprises, comme la multinationale Veracel, présentes sur notre territoire, achètent des terres pour les planter, expulsent des personnes et entravent la vie des agriculteurs et des populations pauvres qui y habitent. Cela entraîne, entre autres, une perte d'identité culturelle. De ce fait, notre communauté a perdu des traditions liées à une agriculture diversifiée et à la terre.

L'économie locale finit par se concentrer sur la vente de bois, avec peu de revenus directs pour les petits agriculteurs. La création d'emplois est faible car la monoculture est mécanisée et emploie très peu de main-d'œuvre, contrairement à l'agriculture familiale diversifiée, qui mobilise davantage de personnes. Sans parler des conflits fonciers : l'expansion de l'eucalyptus génère des conflits entre les communautés et les entreprises, comme ce fut le cas dans notre communauté.

En résumé, la monoculture d'eucalyptus peut apporter des avantages économiques aux grandes entreprises, mais pour les communautés rurales comme la nôtre, elle signifie une perte d'eau, de terres, de biodiversité et de possibilités de vivre dignement.

Les impacts de ces monocultures sur les femmes

Dans notre communauté, les plantations d'eucalyptus ont des impacts considérables, et lorsqu'on s'intéresse spécifiquement aux femmes, ces impacts sont encore plus évidents, car elles sont souvent en première ligne pour prendre soin de leur famille, de leur alimentation et de la vie communautaire.

Par exemple, le déclin de l'agriculture familiale dû à l'expansion des eucalyptus, qui occupent des terres potentiellement destinées à la production alimentaire, affecte directement les femmes. Nous, les agricultrices, sommes souvent responsables des légumes, des jardins potagers et des marchés locaux. Cela nous donne également une indépendance économique. Par conséquent, la monoculture peut affaiblir l'autonomie des femmes, car elle réduit les opportunités de génération de revenus liées à la production alimentaire diversifiée, à l'artisanat et à l'extractivisme.

Il existe également des impacts environnementaux, comme la pénurie d'eau. Tout cela impacte socialement les femmes, car cela surcharge leur travail étant donné l'augmentation des efforts nécessaires pour fournir nourriture, eau et soins à leur famille.

La monoculture d'eucalyptus provoque également une érosion culturelle : elle affaiblit les liens communautaires et le mode de vie paysan, généralement maintenu et transmis principalement par les femmes. La perte de biodiversité réduit également l'accès aux herbes médicinales et aux plantes autochtones, affectant ainsi les savoirs traditionnels des femmes en matière de soins de santé familiale et de pratiques culturelles traditionnelles.

En matière de santé, l'utilisation de pesticides et d'intrants dans les cultures peut entraîner des problèmes de santé pour les femmes et les enfants, notamment lors des activités domestiques liées à l'eau et à l'alimentation.

En résumé, la plantation d'eucalyptus affecte non seulement l'environnement et l'économie, mais pèse aussi lourdement sur les femmes, car elle impacte directement notre quotidien, notre autonomie, notre santé et nos connaissances. C'est pourquoi nous devons faire preuve de résilience et nous organiser.

Le rôle des femmes dans la résistance

Lorsque nous sommes entrées et avons occupé ces terres où nous vivons aujourd'hui, nous avons planté parmi les souches d'eucalyptus. Par la suite, nous avons progressivement amélioré la technique, mais c'est ainsi que notre résistance à la plantation a commencé. Nombre d'entre nous, femmes rurales et paysannes, avons joué un rôle majeur dans la résistance à l'expansion de l'eucalyptus, défendant les territoires, les semences autochtones, l'agroécologie et les modes de vie durables. En nous organisant, nous renforçons également la lutte pour les droits des femmes, car la monoculture tend à concentrer le pouvoir et les revenus entre les mains des grandes entreprises et des propriétaires fonciers masculins. En d'autres termes, nous garantissons l'égalité des droits, des chances et de traitement pour tous, en reconnaissant les inégalités historiques qui touchent principalement les femmes.

Alternatives construites par les femmes

Face aux nombreux problèmes causés par l'impact de l'entreprise Veracel et des plantations d'eucalyptus, nous, les femmes de la Colonie Baixa Verde, avons créé un groupe de résistance dénommé « Mulheres Raízes da Terra » (Femmes Racines de la Terre). Nous travaillons avec les racines, car la culture du manioc et des racines est originaire des peuples autochtones et quilombolas. Ainsi, ce que nous faisons aujourd'hui au sein de notre communauté, c'est perpétuer cette tradition ancestrale en cultivant ces produits de manière agroécologique et saine.

Aujourd'hui, nous construisons notre première école de cuisine au sein de la communauté afin d'améliorer les revenus et l'alimentation des familles. Grâce à cette école de cuisine, nous pourrions enseigner l'agroécologie et une alimentation saine à d'autres personnes – hommes, femmes et jeunes de la région – souhaitant rejoindre la lutte et la résistance des femmes. Nous travaillons avec les produits locaux, comme les légumes, les pommes de terre, les citrouilles, bref, tout ce qui peut être transformé en nourriture. C'est grâce à ce travail que nous inventons, construisons et renforçons notre communauté. Il s'agit donc d'une solution alternative aux problèmes rencontrés par les monocultures d'eucalyptus.

Références :

(1) Supatsak Pobsuk ; Chargé de programme en Thaïlande ; Focus on the Global South, 2019. [Alternative Land Management in Thailand: A study of the Southern Peasants' Federation of Thailand \(SPFT\)](#)

(2) Une coentreprise est un partenariat entre deux ou plusieurs entreprises qui mettent en commun leurs ressources, leurs compétences ou leurs technologies pour mener à bien un projet ou une initiative commune, en partageant les risques, les bénéfices et les coûts.

(3) Teia dos Povos, 2025. [A Incessante Luta do Assentamento Baixa Verde – MLT Contra à Monocultura do Eucalipto](#)